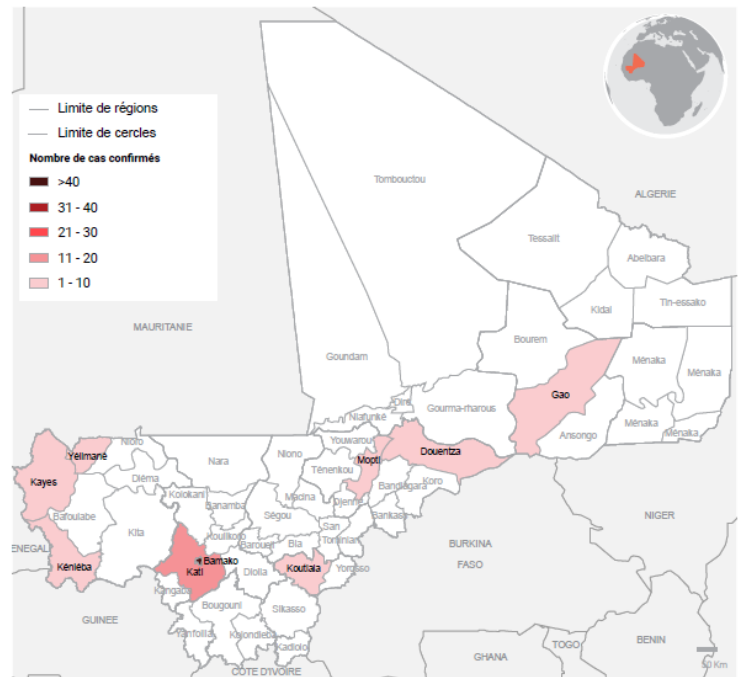


Points SAILLANTS

- Au 16 avril, le Mali comptait 171 cas dont 13 décès.
- Au total, 34 personnes ont été déclarées guéries.
- A ce jour, des cas ont été enregistrés dans le district de Bamako ainsi que dans les régions de Kayes, de Koulikoro, de Koutiala, de Gao et de Mopti.
- La fermeture des écoles est prolongée jusqu'au 9 mai et des cours à distance sont lancés à travers la chaîne nationale de télévision.
- Le Gouvernement a annoncé la commande de 20 millions de masques lavables dans le cadre du programme un Malien, un masque.



Chiffres clés

171

Nombre de cas confirmés

34

Nombre de personnes guéries

13

Nombre de décès

15

Districts sanitaires touchés

36061

Numéro vert gratuit pour informer et orienter les populations

Information contextuelle

- Dans une adresse à la nation le 10 avril, le Président de la République a annoncé plusieurs mesures sociales qui coûteront à l'Etat, près de 850 millions de dollars (500 milliards de FCFA). Parmi ces mesures, figure la création d'un fonds spécial de 170 millions de dollars (100 milliards de FCA) pour les familles les plus vulnérables. Dans son discours, il a annoncé la distribution gratuite de 56 000 tonnes de céréales et de 16 000 tonnes d'aliments bétail aux populations vulnérables affectées par le COVID-19. Par ailleurs, le Gouvernement a annoncé la commande de 20 millions de masques lavables incluant des masques produits localement afin que chaque Malien puisse disposer d'un masque ainsi que la prise en charge des factures d'électricité et d'eau « des personnes les plus démunies » pour les mois d'avril et de mai 2020.
- La possibilité d'isoler Bamako, épice de la pandémie, du reste du pays est à l'étude selon le Président.
- Le Gouvernement a instauré les cours à distance à travers les médias publics. Ce programme a démarré le 14 avril sur la télévision nationale.
- La Banque mondiale a contribué à hauteur de 25,8 millions de dollars dont la moitié en don et l'autre moitié en crédit au Plan d'action national de riposte contre le COVID-19.

Réponse humanitaire



Santé

Besoins :

- Il y a besoin de renforcement de la formation des prestataires pour la prise en charge des cas sévères et leur surveillance
- Le besoin de matériels, d'équipements de protection et de kits de prise en charge du COVID-19 dans les structures sanitaires demeure urgent et important de même que le renforcement de leurs capacités de prise en charge des cas.
- Il en est de même pour les médicaments et consommables pour la prise en charge symptomatique des cas
- Les personnes contacts doivent se mettre auto-isolément.
- La prise en charge psychosociale des patients reste une priorité.
- Le déploiement de laboratoire mobile dans les régions dépourvues de ce dispositif s'avère urgent.
- Les soins de santé primaire doivent continuer malgré le contexte de pandémie.
- La mobilisation sociale et la communication sur les risques (respect des mesures prises édictées par le gouvernement) doivent également se poursuivre.

Réponse :

- Les investigations et la recherche active ainsi que le suivi des personnes contacts par des équipes multidisciplinaires continuent ainsi que la sensibilisation des personnes contacts sur les mesures de prévention et de contrôle.
- Le renforcement des équipes de prise en charge des cas notamment en termes de formation des prestataires est en cours.
- La diffusion des messages de sensibilisation de la population sur les médias est intensifiée.



Nutrition

Besoins :

- La réponse humanitaire en nutrition doit être maintenue dans les circonstances du COVID-19, y compris sur les aspects de prévention et de dépistage pour éviter une détérioration rapide de la situation nutritionnelle. La nature de ces interventions doit être adaptée au COVID-19. Cela concerne à la fois la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère et les aspects de prévention (alimentation du nourrisson et du jeune enfant et blanket feeding) et de dépistage pour éviter une détérioration rapide de la situation nutritionnelle.
- Le cluster nutrition doit renforcer la coordination avec les secteurs de la santé et de l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA) pour s'assurer que les conditions de prise en charge, au niveau des centres de santé et au sein de la communauté en général, respectent les recommandations gouvernementales. Une accélération de la formation et de la dotation en équipement de protection des personnels de santé, des agents de santé communautaires et relais est requise.

Réponse :

- Les projets des membres du cluster ont pu être révisés en accord avec les principaux bailleurs de fonds pour être adaptés à la réponse au COVID-19, conformément aux recommandations nationales et internationales.
- La prise en charge de la malnutrition aiguë sévère (MAS) et modérée (MAM) continue avec pour la semaine épidémiologique 15 (6 au 12 avril), quelque 4 428 cas admis dont 2405 cas de MAM et 2 023 cas de MAS
- Les intrants pour la MAM et la MAS sont en cours de distribution par le PAM et l'UNICEF au niveau des régions et des districts pour couvrir les besoins jusqu'en fin juin 2020. Des monitorings de la chaîne d'approvisionnement sont en cours pour anticiper les éventuelles répercussions du COVID-19 et assurer l'approvisionnement après cette période.

- Une première révision des besoins financiers du secteur pour 2020 est en cours pour intégrer les mesures d'atténuation et activités complémentaires suite au COVID-19. L'ajustement des besoins et des cibles devra faire l'objet d'une discussion dans les prochaines semaines pour anticiper l'impact de la pandémie sur la situation nutritionnelle des populations.

Education

Besoins :

- Les besoins restent très importants, la fermeture des écoles a été prolongée jusqu'au 9 mai par le Gouvernement. Face à cette situation il y a un besoin d'offrir aux élèves une alternative pour la poursuite des cours.
- L'appui au Ministère de l'éducation nationale continue avec notamment la poursuite du travail sur la formalisation de la stratégie avec un budget et un plan d'action

Réponses :

- Le Conseil Norvégien pour les Réfugiés (NRC), en partenariat avec la Fondation Hirondelle, a mis à la disposition du Ministère de l'éducation nationale des capsules scolaires qui seront diffusées sur le réseau des 75 radios partenaires de Studio Tamani.
- L'UNESCO est en train de mettre à disposition de la Direction nationale de la pédagogie (DNP) un référentiel de compétences des technologies de l'information et de la communication pour les enseignants.
- L'UNICEF avec ses partenaires est en train d'organiser un appui auprès d'un comité pédagogique restreint, chargé de faire l'inventaire et la validation des ressources disponibles et utilisables pour l'éducation à distance au Mali. Les partenaires continuent de travailler pour identifier les ressources disponibles pour l'éducation à distance.
- Les partenaires du cluster travaillent sur la revue des activités du Plan de Réponse Humanitaire de 2020 en lien avec la situation du COVID-19 pour identifier les activités à maintenir, les adaptations à apporter ainsi que les nouvelles activités à planifier et la revue à la hausse éventuelle du budget.
- La cartographie de la présence opérationnelle est en cours de mise à jour pour intégrer les capacités pour la réponse au COVID-19.

Sécurité alimentaire

Besoins :

- Les partenaires sont en train d'élaborer la stratégie du cluster et d'identifier les cibles sur la base des activités critiques dans le contexte du COVID-19.
- Ils envisagent de soutenir l'assistance alimentaire de la réponse sanitaire du Gouvernement ainsi que des secteurs de la santé et de l'EHA.
- Il est nécessaire de mener des actions en synergie avec les partenaires des secteurs de la santé, de l'EHA et de la nutrition pour la réponse à apporter aux zones de confinement et de mise en quarantaine.
- Il est nécessaire et important de connaître l'impact socio-économique du COVID-19 sur les moyens d'existence des ménages vulnérables.

Réponses :

- Le cluster a également mis en place une enquête en ligne pour évaluer chaque semaine, la capacité d'adaptation et de mise en œuvre des activités des organisations de la sécurité alimentaire au COVID-19.
- Le cluster organise une réunion de coordination (en ligne) tous les vendredis avec ses membres et ses partenaires.
- Les acteurs du secteur élaborent une approche de ciblage des ménages vulnérables dans le contexte du COVID-19.

- Un mécanisme de coordination de la réponse intersectorielle (santé, EHA, nutrition et sécurité alimentaire) est mis en place notamment dans la composante appui en assistance alimentaire des personnes / familles en confinement /quarantaine ainsi que des personnes contacts.
- Le cluster a mis en place, sous le lead du système d'alerte précoce et d'autres partenaires tels que Few's Net, l'Observatoire du marché agricole, la FAO, le PAM pour un suivi régulier des marchés ainsi que de la vulnérabilité des ménages affectés par le COVID-19 en plus du conflit et du changement climatique affectant précédemment ces ménages. Cela permettra une réévaluation des ménages vulnérables affectés par l'impact du COVID-19 sur leurs moyens d'existence et la réponse à y apporter.

Protection

Besoins :

- Dans ce contexte de pandémie, le besoin de maintenir le système de monitoring de protection, de suivi des mouvements de population et d'évaluation rapide de protection demeure.
- La matrice 5W (Qui, fait Quoi, Où, Quand, Pour qui) comportera une catégorie de plus pour assurer le suivi du COVID-19. Les partenaires sont encouragés à compléter cet outil qui permettra l'analyse des capacités opérationnelles des acteurs de protection et des risques potentiels de suspension/arrêt de programmes de protection ainsi que la cartographie des nouvelles activités liées au COVID-19.

Réponse :

- La stratégie d'intervention en rapport avec le COVID-19 est en cours de validation. Ce document sera dynamique et adapté en fonction de l'évolution de la situation et de l'urgence.
- Des discussions sont en cours au sein du sous cluster protection de l'enfance avec la Direction nationale de protection de l'enfance et le cluster santé, sur les procédures de prise en charge des nouveaux enfants admis dans une structure d'hébergement et d'accueil (notamment sur les conditions de mise en isolement pendant 14 jours).
- Un exercice est en cours avec les partenaires du sous cluster violences basées sur le genre (VBG) pour mener une analyse situationnelle permettant d'identifier l'impact du COVID-19 et les gaps en termes de services VBG.
- La collecte des informations pour la matrice 5W (Qui, fait Quoi, Où, Quand, Pour qui) permettant l'analyse des capacités opérationnelles des acteurs de protection et des risques potentiels de suspension et/ou d'arrêt de programmes est en cours.
- La cartographie des services de protection et des mécanismes communautaires de protection sont en cours de mise à jour pour permettre d'assurer la continuité des activités.
- Le cluster protection organise une réunion de coordination (en ligne) avec son Groupe Consultatif Stratégique tous les vendredis.

Abris et biens non-alimentaires (BNA)

Besoins :

- Les conditions de logement sont généralement inadéquates pour 81 pour cent des personnes déplacées internes (PDI) dans la région de Mopti selon les résultats d'une étude de l'ONG REACH sur l'éventualité d'une propagation du COVID-19 vers ces PDI. Des conditions de logement inadéquates rendront difficile l'auto-isolement préventif à la propagation du COVID-19 dans ces zones. Pour le moment aucun cas de COVID-19 touchant les personnes déplacées internes n'a été enregistré.
- Une mission d'évaluation multisectorielle sur la situation de retour des personnes déplacées internes, des retournés, menée par les acteurs humanitaires sous le lead d'OCHA dans le cercle de Djenné, a fait ressortir des recommandations sur les besoins en construction et réhabilitation des abris.

Réponse

- Le cluster a tenu sa réunion mensuelle qui a fait un suivi de la situation du COVID-19 et la stratégie d'adaptation du draft du Plan de réponse à la pandémie. Les activités essentielles ont fait l'objet de partage aux membres qui prendront les dispositions nécessaires de mise en œuvre et de respect des mesures préventives.
- A la suite d'une évaluation des besoins des déplacés, 338 ménages (plus de 2 000 personnes) dans la commune de Koro (région de Mopti), Catholic Relief Services et des partenaires humanitaires ont distribué du 5 au 8 avril 2020, des articles essentiels de ménage et des kits d'EHA. Cette distribution était couplée à des séances de sensibilisation sur les mesures-barrières et de prévention du COVID-19 (la prise de température de chaque bénéficiaire ou répondant, la pratique de lavage de mains et l'application de gel hydro-alcoolique, la distribution de posters sur les mesures-barrières).
- L'OIM, en collaboration avec la Direction régionale de la santé (DRS) et les partenaires humanitaires, a organisé des séances d'information dans la ville de Mopti. L'objectif de cette approche est de mieux outiller les relais pour une sensibilisation à grande échelle sur le COVID-19 en faveur des personnes déplacées internes sur les sites d'accueil et dans les familles d'accueil. Les séances ont été suivies de visite des cordons sanitaires et de dotation de dispositifs de lavage de main. Hormis les déplacés internes, les syndicats des transporteurs et les représentants des compagnies de transport ont bénéficié de ces séances et matériels.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Besoins

- Le besoin prioritaire au niveau de l'EHA est celui d'assurer un accès continu à l'eau propre pour le lavage des mains et l'hygiène au niveau des centres de soins de santé, en milieu communautaire et au niveau des ménages. Ceci permettra ainsi de contribuer à la prévention et au contrôle des infections, dans un contexte où les standards minimum (normes Sphère) ne sont pas encore atteints.
- Le positionnement des acteurs en EHA est à renforcer dans le sud du pays car cette zone ne faisait pas partie des zones prioritaires dans le cadre du Plan de Réponse Humanitaire (HRP) pour 2020.
- Les stocks d'EHA pour la réponse au COVID-19 sont à renforcer (les stocks de contingence prépositionnés n'intégraient pas les intrants COVID hormis le savon).
- Une mobilisation de ressources additionnelles s'avère nécessaire pour assurer la mise en œuvre des mesures d'atténuation et de prévention EHA dans toutes les interventions humanitaires en 2020 mais aussi pour la mise en œuvre des paquets minimum EHA COVID au niveau des centres de santé, des communauté (kits espaces publics, kits relais, sites de déplacés) et des ménages pour la riposte à la pandémie.

Réponse

- 170 300 personnes ont été assistées par l'UNICEF à travers la mise à disposition de 500 dispositifs de lavage des mains, 500 cartons de savon et de 200 fûts d'hypochlorite de calcium HTH (chlore solide pour désinfecter l'eau de boisson).
- Le groupe de travail EHA de Tombouctou se mobilise pour la riposte contre le COVID-19 à plusieurs acteurs dont l'UNICEF, l'OIM, le CICR, WHH aux côtés des services techniques étatiques et ont permis la mise à disposition de 29 dispositifs de lavage des mains, quatre blocs de latrines et 10 dalles Sanplat, trois tentes de 42 mètres carrés et une tente de 72 mètres carrés, du savon et du gel hydro alcoolique et la sensibilisation des communautés.
- Le CICR a adapté ses programmes EHA de cette année au COVID-19, pour un soutien à des structures de santé comme les hôpitaux régionaux de Mopti, de Tombouctou (centre de prise en charge des patients COVID-19), de Gao, le centre de santé de référence de Kidal à délivrer le paquet minimum EHA (approvisionnement en eau, gestion de déchets, dispositifs de lavage des mains avec du savon, etc.) tout en assurant la continuité de l'approvisionnement énergétique ;
- Le CICR est en discussion avec l'hôpital Point G et la sous-direction d'hygiène, pour identifier les besoins (l'appui suivra) pour assurer l'hygiène sur la gestion des dépouilles mortuaires (produits d'hygiène et

équipements seront donnés). Il dispose aussi de capacités pour l'aménagement de quatre autres zones d'observation temporaire ou de prise en charge des patients touchés par le COVID-19

- Au total, 17 acteurs EHA (Mercy Corps, DRH–Gao, ONG Global Charity Mali, Secours islamique France, IRC, SI, International Medical Corps, ACTED, DEDI, World Vision, Action Contre la Faim, UNICEF, TdH, OIM, NRC, WHH, CICR) se sont mobilisés dans 11 régions dont six régions couvertes par le Plan de Réponse Humanitaire -HRP- (Mopti, Gao, Ségou, Ménaka, Kidal, Tombouctou/Taoudénit) et cinq régions non couvertes par HRP (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Koutiala, Bamako) pour sortir la riposte au COVID-19 aux côtés des services techniques étatiques.

Coordination

- Le 14 avril, une délégation conduite par la la Coordinatrice Humanitaire a rencontré le Ministre de la santé et des affaires sociales pour mener un plaidoyer préventif en faveur de la continuité de l'aide humanitaire au Mali, en demandant des dérogations humanitaires à d'éventuelles restrictions futures sur la mobilité des personnes et des biens.
- Des acteurs humanitaires ont visité l'hôpital Somine Dolo de Mopti pour identifier les besoins de renforcement des services en lien avec le COVID19.
- Avec le financement d'un million de dollars du CERF de l'OMS, trois ONG interviendront dans les régions de Kayes (Save The Children), Mopti (Help), Sikasso et Koulikoro (Alima). Elles suivront les personnes contacts et les personnes affectées par le recrutement d'agents communautaires tout en soutenant les structures de santé et les structures de surveillance épidémiologique.
- Cette semaine, les ONG et l'équipe de coordination du Ministre de la santé et des affaires sociales se sont concertées sur la manière dont les ONG peuvent soutenir les établissements de santé. Les ONG concernées travaillent sur un plan d'action dont le budget sera inclus dans le plan d'action national pour lutter contre le COVID-19.
- Le groupe logistique COVID-19 composé d'ONG et d'agences des Nations Unies est en train de finaliser les inventaires de biens et équipements tout en identifiant les espaces de stockage de ces équipements puis en définissant une procédure commune de gestion des stocks.
- Les acteurs humanitaires plaident pour l'intégration des personnes déplacées internes et des réfugiés dans les plans et stratégies d'action nationaux de prévention et d'intervention pour répondre aux besoins liés au COVID-19.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Ute Kollies, Chef de Bureau, kollies@un.org

Katy Thiam, Chef de l'Unité Information Publique et Plaidoyer, thiamk@un.org

Ibrahima Koné, Chargé de l'Information Publique, kone65@un.org

Les *sitrep* d'OCHA sont disponibles sur <http://www.unocha.org/mali> | www.unocha.org | www.reliefweb.int